ADAPTATION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU NIVEAU LOCAL:

EXAMEN DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL POUR L'APRÈS 2015

Il ne nous reste que trois ans avant l'échéance fixée par les Nations Unies pour la réalisation des OMD. Les débats sur l'élaboration d'un nouveau programme de développement international appelé à succéder aux OMD sont en cours. Les objectifs mondiaux convenus à l'issue de ces débats doivent s'accompagner des mécanismes efficaces pour leur mise en œuvre. Pour tous les gouvernements et les partenaires au développement, le défi est la façon de créer un système de gouvernance qui traduise le consensus mondial en action et résultats au niveau local. Les expériences acquises dans le cadre de la mise en œuvre des OMD offrent des leçons sur la marche à suivre.

Lorsque les OMD ont été lancés, il s'agissait de mettre en place des systèmes sectoriels ordinaires devant servir à la mise en œuvre des programmes. En ce sens, les programmes stratégiques de réduction de la pauvreté et des approches sectorielles constituaient des stratégies de mise en œuvre.

Des institutions et ministères sectoriels, notamment les ministères des finances, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et des forêts, ont été renforcés pour leur permettre de jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des objectifs sectoriels. Les partenaires au développement ont adopté un processus de financement correspondant portant sur un appui budgétaire direct, et on avait présumé que les pays allaient affecter des fonds budgétaires à ces secteurs pour soutenir la réalisation des OMD.

Que signifient la gouvernance locale et le développement local?

La gouvernance locale désigne l'ensemble des interactions qui existent entre de multiples acteurs (gouvernements locaux, secteur privé, société civile et organisations communautaires), des institutions, des systèmes et processus au niveau local par lequel les services sont fournis aux citoyens, aux groupes, aux entreprises et aux communautés locales. Ces interactions impliquent la prise de décisions, la planification, le financement, la mise en œuvre, le suivi, la reddition de comptes et la gestion des processus de développement local. Elle ne repose pas uniquement sur les pouvoirs, les ressources et les actions des gouvernements locaux, mais aussi sur l'espace important et des rôles donnés aux acteurs non étatiques et aux citoyens locaux. La gouvernance locale constitue donc une contribution importante au processus de réalisation du développement local.

Le développement local implique la fourniture d'infrastructures et services de base, la création des cités, villes et des zones en milieu rural habitables et intégrées, la mobilisation des recettes locales et la promotion du développement économique local.

L'évaluation à mi-parcours des OMD effectuée en 2008 a soulevé certains aspects clés partagés par le Secrétaire général des Nations Unies[1].

Il en est clairement ressorti que la réalisation des OMD ne relevait pas uniquement du développement des actions distinctes en vue d'améliorer les statistiques dans les secteurs respectifs, mais plutôt d'un processus concerté et à long terme nécessitant l'élaboration des questions relatives à l'appropriation, la reddition des comptes au niveau local, la viabilité des institutions locales et à la pérennisation des acquis. Ce constat a donné lieu au terme 'réalisation des OMD au niveau local'[2]. Les partenaires au développement et les ministères sectoriels au niveau national ont cherché à refléter les cibles des OMD pertinentes et réalistes par rapport aux contextes locaux. La réalisation des OMD a de ce fait placé au cœur des préoccupations la gouvernance locale et le développement local, non seulement pour réaliser les OMD, mais aussi pour assurer une base institutionnelle fiable en vue de pérenniser des principaux acquis sociaux et économiques de la réalisation des OMD.

Expériences en matière de l'approche de la gouvernance locale dans la mise en œuvre des OMD

L'introduction d'un rôle des gouvernements locaux ainsi que la reconnaissance de la gouvernance locale et le développement local dans la mise en œuvre des OMD ont rendu plus urgent le processus de réalisation au niveau local. Les initiatives locales ont pris une place centrale dans des plans de développement et dans des stratégies de réduction de la pauvreté au niveau national et local. Les partenaires au développement, les gouvernements, les ONG et les organisations de la société civile ont non seulement appuyé les institutions locales en milieu urbain et rural dans l'interprétation des cibles des OMD en fonction des besoins locaux, mais aussi ils ont facilité la planification, l'appropriation et la consolidation des institutions locales pour préserver les acquis.

Pour donner suite à l'OMD (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), les gouvernements locaux ont lancé des programmes de développement économique local avec l'appui des pouvoirs nationaux et des partenaires au développement dans de nombreux pays en Afrique, en Amérique latine, en Europe orientale et en Asie. L'appui aux gouvernements locaux a permis d'améliorer les capacités des entreprises locales pour créer des opportunités économiques, utiliser les ressources locales et augmenter les revenus locaux dans des activités qui ont également ciblé les femmes et les jeunes[3].

Au sujet de l'OMD 2 (assurer l'éducation primaire pour tous), les gouvernements locaux de nombreux pays sont traditionnellement responsables de doter les écoles primaires d'infrastructures. Les gouvernements locaux ont collaboré avec les ministères sectoriels chargés du secteur de l'éducation et avec d'autres partenaires au développement pour encourager la fréquentation scolaire et réduire des taux d'abandon scolaire, en particulier chez les filles. En Afrique et en Asie, les gouvernements locaux dans de nombreux pays ont mis en œuvre des programmes gratuits d'éducation de base, des cantines scolaires et des programmes de transport gratuits. Ils ont servi de plate-forme pour la mobilisation des agriculteurs, des entrepreneurs et des organisations de la société civile qui ont participé au programme d'alimentation scolaire.

D'après des rapports y relatifs, ce programme a été très fructueux (PAM, 2011)[4]. Dans la quasi-totalité des pays où ces interventions ont été mises en œuvre par les institutions locales, la participation à l'éducation de base a augmenté. L'autonomisation des femmes a évolué du plaidoyer à la manifestation lorsque les institutions locales ont joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des programmes. L'analyse et l'application du principe de l'égalité des sexes figurent dans la représentation locale, la collecte de données et la prise de décisions, l'établissement des priorités du développement, l'affectation des ressources et dans les rapports. Dans des pays comme l'Arménie, le Chili, le Rwanda, la Tanzanie, le Samoa et le Bangladesh, cette approche a contribué à l'obtention des résultats considérables dans le cadre de l'OMD 3[5].

Les gouvernements locaux ont été chargés de fournir et de gérer des établissements de santé publics selon leurs compétences respectives.

Limites de l'approche des OMD

Les OMD ont influencé la mise au point des programmes d'action nationaux quelque peu rigides, conformément aux critères internationaux, plutôt que des conditions locales et souvent sans tenir compte des complexités du processus de développement; dans le débat mondial, les OMD a conduit à accorder plus d'importance aux pénuries de ressources financières au détriment de l'attention au **renforcement institutionnel et aux transformations structurelles**.

Extrait de *The future we want (PNUD, 2012)*

Les interventions entreprises dans le cadre de la réalisation des OMD 4, 5 et 6 ont été de grande envergure, étant donné que les gouvernements locaux ont continué d'être au centre de la mobilisation des ONG, des organisations communautaires et des ressources, et de l'utilisation des systèmes locaux dans des campagnes sur la vaccination, des soins maternels, le VIH-sida, et dans la distribution des moustiquaires. Dans bon nombre de ces pays, des institutions telles que des unités de soins de santé primaires ont été mises en place et elles font maintenant partie intégrante de la structure administrative ordinaire des administrations locales.

Ce système a permis aux services de soins de santé de toucher en général des zones et des populations bien plus vastes. La compilation des données de santé et des rapports sur les indicateurs de santé au niveau local a permis de cibler les interventions sanitaires. Le programme de Partenariat ONU-AMICAALL, auquel ont participé 1.500 maires des 13 pays, a été salué comme une réponse appropriée et essentielle par rapport à la prévention et à la lutte contre le VIH/Sida en Afrique[6].

Dans de nombreux pays, la responsabilité de la gestion des ressources naturelles et urbaines incombe aux gouvernements locaux. En 2008, l'Union des Cités et Gouvernements locaux a remis en question la façon dont l'OMD 7 (assurer un environnement durable) serait réalisé sans une participation active des gouvernements locaux.

Les gouvernements locaux ont utilisé des stratégies novatrices, tels que le partenariat public-privé, des projets de gestion communautaires et des partenariats avec les producteurs informels et les habitants, pour améliorer les conditions de l'eau, d'assainissement et des bidonvilles dans de nombreuses municipalités. Le défi du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles met l'accent sur l'appropriation, la participation locale et les mécanismes de financement locaux. Relever ces défis a été une tâche importante, en particulier avec des stratégies de plus grande envergure portant sur des mécanismes de prestation de services par des gouvernements centraux. Les quelques innovations disponibles ont impliqué des municipalités et des collectivités[7].

Les systèmes et institutions de gouvernance locale ont mis en place des mécanismes pour la mise en œuvre des OMD. Ils ont créé de nouvelles voies qui ont permis la réalisation des OMD au niveau local sur le plan de l'appropriation, de la participation et de la reddition de comptes. Ils ont fourni les moyens de toucher des bénéficiaires des régions en conflit et sortant d'un conflit. Et ils ont mis en place une base institutionnelle pour préserver les acquis de la réalisation des OMD[8].

Gouvernance locale et développement humain durable

Le débat sur le programme de développement 'Au-delà de 2015' s'est jusqu'à présent articulé sur deux forums mondiaux, le 4ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, en République de Corée, en novembre 2011, et la Conférence Rio +20 sur le développement durable à Rio de Janeiro en juin 2012.

Alors que le forum de Busan a souligné le rôle de la gouvernance locale pour assurer l'appropriation locale et la reddition de comptes effectives au niveau local, la Conférence

Gouvernance locale et Busan

Le partenariat de Busan a souligné le rôle crucial que les gouvernements locaux jouent en servant de relais entre les citoyens et l'État et en assurant l'appropriation des programmes de développement des pays. Il s'est engagé à poursuivre son aide aux gouvernements locaux afin de leur permettre d'assumer pleinement leurs rôles au-delà de la prestation de services afin d'améliorer la participation et la reddition de comptes aux niveaux locaux.

Extrait *de UCLG Report, 2012*

Rio +20 a souligné le rôle de la gouvernance locale dans la mobilisation des points de vue pour la prise de décisions et l'exploitation des potentiels locaux en vue de la planification et la mise en œuvre des politiques de développement durable. Le document final a reconnu que les principaux défis du développement aujourd'hui et pour l'avenir sont la **pauvreté, l'inégalité et l'environnement durable**[9].

La gouvernance locale a-t-elle sa place à Rio?

La Conférence Rio +20 a conclu que le développement durable exige la participation active et concrète des organes législatifs et judiciaires aux niveaux régional, national et local, des autorités locales ainsi que d'autres parties prenantes aux processus qui concourent à la prise de décisions concernant les politiques et programmes de développement durable et à leurs planification et mise en œuvre à tous les niveaux.

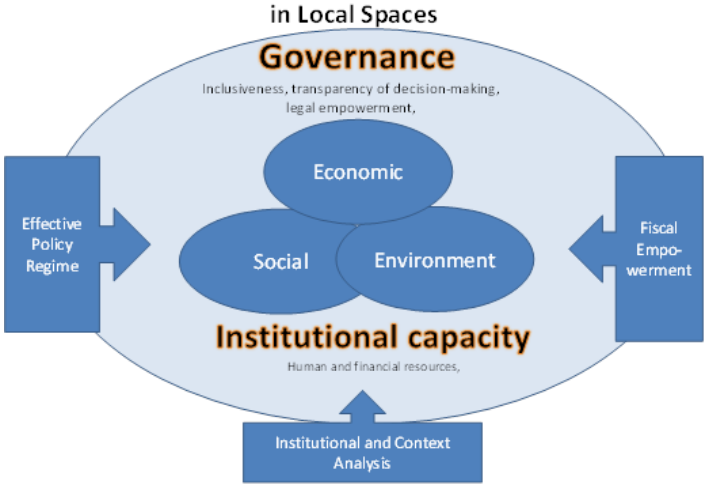
Extrait de *UCLG Report, 2012*

Sur la base des expériences acquises dans le cadre des OMD et d'importantes données provenant de nombreux pays (les pays à revenu intermédiaire, à faible revenu, les pays les moins avancés et ceux sortant d'un conflit), le paragraphe 42 du document final de la Conférence de Rio intitulé Rio+20 – L'avenir que nous voulons met clairement en évidence le rôle de la gouvernance locale et le développement local dans le futur programme de développement[10]. Ils constituent un cadre permettant d'impliquer les citoyens dans la prise de décisions et la reddition de comptes, dans la collecte d'informations en vue de l'efficacité de **la prise de décisions, la planification** et **la mise en œuvre** et **la reddition de comptes** à l'égard **des résultats en matière de développement**[11].

L'idée que les gens doivent utiliser des ressources disponibles pour élargir leurs choix semble réunir un consensus au niveau mondial, mais il faut le faire sans compromettre les besoins des générations futures. Par conséquent, il faut que le développement se réalise dans un cadre éthique défini, ce qui nécessite une certaine régulation sans limiter l'espace indispensable pour la diversité et l'innovation locales. La

gouvernance locale en tant que politique et pratique offre cette possibilité, car elle harmonise les intérêts, les aspirations et les diversités des sociétés dans l'utilisation des ressources disponibles de manière équitable.

Figure 1. Achieving Sustainable Human Development in Local Spaces



Développement humain durable

Le développement humain durable se définit comme l'accroissement des choix et des capacités des individus par la formation du capital social de manière à répondre de façon aussi équitable que possible aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre les besoins des générations futures. Il met l'accent sur le développement qui ne se contente pas d'engendrer la croissance économique, mais qui en répartit équitablement les fruits, qui place le pouvoir entre les mains des gens au lieu de les marginaliser.

Extrait du *Rapport sur le développement humain- PNUD, 2011*

Le développement humain durable est au centre du discours sur le développement mondial. Il faut un équilibre entre la demande économique, la satisfaction sociale et les ressources environnementales. Le maintien de cet équilibre a été assuré par des gouvernements centraux par l'élaboration de politiques et la mise à disposition des ressources. La mise en œuvre et la manifestation de cet équilibre interviennent au niveau local et dans ce contexte on parle 'd'espace local'.

La gestion de cet espace local pour maintenir l'équilibre repose sur des accords en rapport avec la gouvernance locale et le développement local (rapports entre le centre et l'espace local, le niveau d'intégration dans la prise de décisions, la transparence dans l'administration, l'exigence de reddition de comptes et le respect des droits des minorités et des groupes marginalisés) et le niveau de capacité institutionnelle locale (des ressources humaines et financières, et l'interaction des institutions). Le paragraphe 37 du Document final de la Conférence Rio +20 rend bien compte de cette analogie: «Nous réaffirmons que pour atteindre nos objectifs en matière de développement durable, nous devons nous doter, à tous les échelons, des institutions efficaces, transparentes, responsables et démocratiques».

Place de la gouvernance locale dans le programme de développement pour l'après-2015

Les systèmes de gouvernance locale constituent un bon tremplin pour une interaction entre différents acteurs (des responsables communautaires, la société civile, le secteur privé, le secteur public, des représentants politiques locaux, des fonctionnaires locaux et des minorités et groupes marginalisés). La mise en œuvre des expériences acquises dans le cadre des OMD montre que la participation des citoyens uniquement aux discussions d'ordre politique et aux processus électoraux au niveau local pourrait ne pas s'avérer suffisante pour assurer et consolider l'identification et l'appropriation locales. Les moyens de communication modernes ont entraîné chez les citoyens une forte demande de participation. Le passage d'un gouvernement paternaliste à un gouvernement encourageant la participation nécessite un processus décisionnel impliquant plusieurs intervenants avec un partage d'informations transparent et une mobilisation régulière des points de vue locaux, non seulement pour l'élaboration des politiques, mais aussi pour la planification, la mise en œuvre et la reddition de comptes à l'égard des résultats en matière de développement.

Le renforcement du rôle joué par les gouvernements locaux à travers des discussions organisées sur le développement permettra de s'assurer que les décisions et les choix sont non seulement inclusifs, mais aussi pertinents et assumés au niveau local.Cet engagement a contribué au changement de la phase des OMD. La recherche du développement humain durable exige donc un équilibre des intérêts locaux entre différents acteurs, exigeant plus de dialogue et de participation pour établir des accords, des engagements et l'appropriation. La gouvernance locale et le développement local répondent à cet élément essentiel de l'équilibre – créant un sentiment d'appartenance et d'engagement en faveur du développement humain durable.

«La gouvernance locale et le développement local offrent les moyens les plus pratiques de développement de la reddition de comptes»

La gouvernance locale et le développement local offrent les moyens les plus pratiques de développement de la reddition de comptes, parce qu'ils servent effectivement de points d'appui permettant aux bénéficiaires d'établir un rapport entre des plans et la prestation, des objectifs et des résultats et entre des ressources

et des rendements. Ils offrent un moyen puissant et pratique permettant aux citoyens ordinaires de demander des comptes aux élus et aux fonctionnaires – et étant donné que les institutions locales sont situées là où les services sont fournis, les résultats peuvent être facilement vérifiés par les bénéficiaires.

Gouvernance locale au Rwanda

Au Rwanda, la gouvernance locale et le développement local ont constitué un moyen de rétablir la confiance, permettre aux populations locales de faire entendre leur voix dans les processus de gouvernance, renforcer la transparence et de maintenir la stabilité politique. Les autorités locales sont donc des responsables de la mise en œuvre des plans et des politiques élaborés avec elles au niveau national. Sans gouvernance locale, il ne peut jamais y avoir de processus de développement durable.

Hon. James Musoni, Ministre de l'Administration locale, Gouvernement du Rwanda (2008)

Étant donné que le développement humain durable exige des informations à jour, spécifiques et fiables reflétant le lieu, le sexe, le revenu et d'autres caractéristiques pour assurer un processus de suivi et de prise de décision efficace, les institutions gouvernementales locales sont mieux placées pour fournir ces informations.

Dans de nombreux pays en développement, la nature imprévisible de ces éléments peut rendre la collecte d'informations exigeante et trop fréquente.

Les institutions gouvernementales locales sont plus près des sources d'information, elles sont ainsi mieux à même de recueillir des données et d'interpréter des nuances que les organismes publics nationaux. La demande sans cesse croissante d'informations indique que le gouvernement local en milieu rural et urbain, aura un rôle clé à jouer dans le prochain programme de développement.

«La gouvernance locale offre également des moyens appropriés de prendre en charge des diversités locales, des besoins des minorités et des situations locales particulières.»

La gouvernance locale et le développement local offrent aux populations locales l'occasion d'identifier leurs propres besoins et aspirations et de créer des stratégies et des actions pour répondre de manière appropriée aux questions qui les touchent, définir des objectifs et mobiliser des ressources. C'est grâce à cette fonction essentielle des gouvernements locaux que des services indispensables (par exemple, l'éducation, les services de santé, l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, la vulgarisation agricole, les routes et autres infrastructures économiques) sont assurés. La gouvernance locale offre également des moyens appropriés de prendre en charge des diversités locales, des besoins des minorités et des situations locales particulières. Un système de gouvernance locale et de développement local doté des fonctions légales définies et reconnues sert de **base institutionnelle** claire pour **coordonner les actions et les initiatives locales**, constitue un lien entre des aspirations locales et des perspectives nationales et fournit un point de référence et un point de mire pour le développement local.

La performance des gouvernements locaux détermine dans une large mesure si les droits des citoyens à l'éducation primaire de base pour tous, aux soins de santé de base, à l'eau potable, aux services d'assainissement et des réseaux de canalisation, et à un environnement salubre sont garantis. La performance des gouvernements locaux en tant que prestataires de services et régulateurs de la prestation de services locaux permet de déterminer si la plupart des cibles des OMD sont atteintes et peuvent être atteintes et, certes, si le prochain programme de développement peut être atteint et préservé. La gouvernance locale et le développement local constituent donc un point d'ancrage pour relever les défis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'environnement durable.

Défis de la gouvernance locale et du développement local

La mise en œuvre d'un cadre de gouvernance locale et de développement local comporte de nombreux défis. Les gouvernements locaux ont souvent été accusés d'être corrompus, irresponsables et un réceptacle des fonctionnaires récalcitrants et incorrigibles. Bien que la situation se soit grandement améliorée depuis les années 1990, le défi psychologique est toujours présent. Les principales contraintes pratiques à la gouvernance locale et au développement local sont notamment les faiblesses d'ordre réglementaire et politique, des capacités et des ressources insuffisantes.

De nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont élaboré des politiques et programmes de décentralisation dans le cadre de stratégies plus larges visant à mettre en place des processus efficaces de gouvernance locale et de développement local. Toutefois, même lorsque les lois et politiques sont mis en place pour déléguer le pouvoir décisionnel aux gouvernements locaux, ces derniers ne sont souvent pas mis en œuvre. Dans de nombreux pays, le cadre de la gouvernance locale continue d'être ponctuel et à la discrétion du pouvoir exécutif central. En Afrique et en Asie, de nombreux gouvernements locaux sont encore incapables d'appliquer des outils et méthodes aux fonctions élémentaires, telles que la planification, la budgétisation, la mobilisation des

recettes et la prestation des services. La situation est plus préoccupante encore dans les pays qui n'ont pas clarifié la répartition des fonctions entre des institutions nationales et locales . Pour les gouvernements locaux, le plus grand défi est la disponibilité des ressources nécessaires à leur travail. Dans la plupart des cas, les décisions budgétaires sont encore centralisées et même lorsqu'elles sont décentralisées, les fonds sont souvent insuffisants. Les possibilités de recueillir des recettes locales sont limitées, en particulier pour les gouvernements locaux en milieu rural.

Bien entendu, cela inhibe la prestation des services et la mise en œuvre des programmes au niveau local. En dépit de ces difficultés, dans les pays où les gouvernements locaux reçoivent l'appui nécessaire pour fonctionner – aux Philippines, au Rwanda, au Bangladesh, au Ghana, au Nicaragua, en Tanzanie et au Chili, par exemple - les gouvernements locaux ont été en mesure de diriger des interventions en vue de relever les défis municipaux et la mise en œuvre des OMD.

Implications politiques pour le développement humain durable

Les capacités des institutions locales à s'attaquer efficacement aux questions de la faim, l'inégalité et de l'environnement durable sont énormes et restent au cœur de la mise en œuvre d'un nouveau programme de développement. Toutefois, pour saisir et élargir cette occasion, il faut mettre en place des conditions appropriées. Les principales questions qui méritent d'être examinées comprennent:

1. **Décentralisation** Les politiques de décentralisation (ou l'absence de celles-ci) déterminent la nature, la structure et la qualité de la gouvernance locale et sa capacité à mettre en œuvre des processus de développement et obtenir des résultats positifs. La promotion de la décentralisation fiscale, politique et administrative peut être une condition essentielle pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre de la gouvernance locale et de la représentation locale.

2. **Lien entre les gouvernements locaux et nationaux** Ce lien est nécessaire pour assurer l'articulation et la mise en œuvre coordonnées des priorités de développement, au niveau local et national. Ce lien peut bénéficier du renforcement lorsqu'il y a des responsabilités, des pouvoirs et des ressources bien définis entre le gouvernement national et local.

3. **Développement des capacités des institutions locales** Dans les cas où l'on dispose du personnel, mais n'ayant ni compétences, ni connaissances, ni capacité de s'acquitter de ses devoirs, la formation est essentielle. Mais là où il n'y a pas de personnel pour mener à bien les fonctions assignées, il pourrait se révéler nécessaire de faciliter le fonctionnement administratif des institutions locales. Des outils et méthodes spécifiques doivent être élaborés pour appuyer les dirigeants communautaires, les organisations communautaires, les autorités traditionnelles afin de faciliter la participation des citoyens et la responsabilisation.

4. **Régime de ressources prévisible pour les gouvernements locaux** La planification et la mise en œuvre efficaces des programmes nécessitent une source de financement fiable et prévisible. Il est nécessaire d'instaurer des mesures permettant à l'administration nationale et aux partenaires au développement de s'engager à l'égard d'un cadre financier à moyen terme en faveur des gouvernements locaux. Des proportions définies et préalablement établies des fonds d'investissement émanant du gouvernement central seraient affectées aux aides à l'investissement aux échelons nationaux à moyen terme de trois à cinq ans.

5. **Prestation des services spéciaux par des gouvernements locaux** Les institutions locales ont réussi à répondre aux demandes de services réguliers municipaux, tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Toutefois, elles font face aux défis relevant de nouvelles exigences d'urbanisation, de la création d'emplois et de l'environnement durable. Il faudrait mettre au point des politiques spéciales pour fournir les incitations nécessaires d'ordre juridique, institutionnel et en rapport avec des ressources pour satisfaire ces demandes locales.

6. **Mobilisation des recettes locales** La mise en œuvre des OMD au niveau local dépend beaucoup de l'appui des bailleurs de fonds et des transferts du gouvernemental central. De nombreux gouvernements locaux en milieu urbain qui sont en mesure de mobiliser une partie importante des recettes locales ne le font pas. Le succès de la mise en œuvre des objectifs de développement durable repose sur l'amélioration de l'effort budgétaire des gouvernements locaux pour mobiliser des ressources locales.

Définition des objectifs en matière de gouvernance locale après 2015

Le positionnement de la gouvernance locale et du développement local à l'échelle mondiale dans un nouveau programme mondial comprenant le développement humain durable exige une approche commune au niveau international. Qui plus est, il doit définir et adopter des domaines de développement et d'évaluation. Ici, la gouvernance locale et le développement local porteront principalement sur les interventions visant à relever les défis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'environnement durable. Il serait également très intéressant sur le plan technique de stratifier cette

évaluation pour correspondre à des objectifs mondiaux, régionaux et nationaux. Il est plus indiqué de s'assurer que l'objectif national est significatif au niveau du gouvernement local plutôt que de travailler à partir d'un objectif global, ce qui peut être beaucoup plus vague. Le défi de savoir comment tirer parti de ces chaînes cibles de l'échelle locale pour synthétiser des résultats mesurable au niveau mondial constitue encore un défi[12].

«La gouvernance locale et le développement local offrent d'énormes possibilités de traduire le programme de développement mondial en réalité locale.»

La gouvernance locale et le développement local offrent d'énormes possibilités de traduire le programme de développement mondial en réalité locale. La voie à suivre dans la mise en œuvre de nouveaux objectifs de développement international consiste à fournir un soutien législatif et politique aux pays pour institutionnaliser un cadre de gouvernance locale, mais aussi à aider ces pays à définir et à articuler une vision du développement local. Il faudrait également mettre l'accent sur l'élaboration des outils et des méthodologies contribuant à l'amélioration des capacités des institutions de gouvernance locales à assurer la coordination et la gestion de systèmes locaux de dépenses publiques. Il faudra aussi un soutien à la participation des citoyens garantissant l'équité et un développement inclusif.

Enfin, les systèmes de gouvernance locale et de développement local doivent être mis à profit pour la prestation des services locaux et en tant que l'un des principaux moyens permettant la réalisation du développement humain durable.

Références

- OCDE (2012) Proposed indicators, targets and process for global monitoring of the Busan partnership for effective development cooperation, OCDE, Paris France.
- Scher, D. (2010) The promise of IMIHIGO: Decentralized service delivery in Rwanda, 2006-2010. Princeton University, USA.
- UCLGA (2012) Local and Regional Governments role in the Rio Outcome Document; A UCLG analysis. UCLGA Barcelona, Spain.
- ONU (2011) Accelerating progress towards the Objectifs du Millénaire pour le développement: options for sustained and inclusive growth and issues for advancing the United Nations development agenda beyond 2015 Annual report of the Secretary-General, A/66/126. UN, New York.
- PNUD (2012) Integrated local governance and local development framework. PNUD (Document préliminaire).
- UNDP/CLGF/UNCDF (2012a) Local Governments in Eastern Africa: An Analytical Study on Decentralization, Financing, Service Delivery and Capacities. UNDP, Johannesburg.
- UNDP/CLGF/UNCDF (2012b) Local Governments in Southern Africa: An Analytical Study on Decentralization, Financing, Service Delivery and Capacities. UNDP, Johannesburg.

Notes de Fin

1 UN (2008) Committing to action: Achieving the MDGs. Background note by the UN Secretary-General to the high level event on the MDGs, 28 September 2008

2 UNDP (2011) Urban Millennium Partnership: Localizing MDGs for meeting the challenge of MDGs in cities

3 Le PNUD, le FENU et ONU-Habitat ont soutenu le lancement de programmes locaux de développement économique dans 15 pays les moins développés en Afrique, notamment les pays sortant d'un conflit comme le Burundi, la Sierra Leone et la Somalie. Southern and Eastern Africa | UNCDF; UN-HABITAT

4 Le document du PAM, *School feeding cost benefit analysis* (WFP, 2011), a retenu les pays comme le Bangladesh, le Ghana, le Kenya, le Laos, le Mozambique, le Malawi, le Cambodge, la Zambie http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp208643.pdf.

5 http://www.undg.org/docs/11421/MDG3_1954-UNDG-MDG3-LR.pdf

6 Amicall – Alliance of mayors and municipal leaders on HIV/AIDS in Africa

7 http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/news/newsdocs/mdg_flyer_en.pdf; The MDG Centre

8 Millennium Declaration and the MDGs

9 Paragraphe 3 du Document final de Busan http://www.aideffectiveness.org/busanhlf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN.pdf; et Paragraphe 37 du document The Future We Want Rio+20 Outcome Document soulignent ces défis.

10 The Future We Want Rio+20 Outcome Document

11 Document final de Busan http://www.aideffectiveness.org/busanhlf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN.pdf; et The Future We Want Rio+20 Outcome Document

12 Measuring-Democracy-and-Democratic-Governance-in-post-2015 | UNDP

Janvier 2013

Personnes de contact du PNUD:

Kodjo E. Mensah-Abrampa, Conseiller politique - Gouvernance locale, GGD/Bureau des Politiques de développement: kodjo.mensah-abrampa@undp.org

Christina Hajdu, Spécialiste en politiques - Démarginalisation des pauvres par le droit, GGD/Bureau des Politiques de développement: christina.hajdu@undp.org